

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Lille, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORTANKING

RN 17

Lieu-dit "Le Bois des Mottes"

62880 Annay

Références : 05/11/2025
Code AIOT : 0007000799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement NORTANKING implanté RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société NORTANKING est depuis décembre 2020 sous le coup d'une mise en demeure, laquelle porte notamment sur l'atteinte des débits nécessaires à l'extinction des scénarios de référence (feu de bac et feu de rétention) tel que prévu à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

A l'issue de la visite d'inspection du 18/10/2021, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas

respecté l'arrêté de mise en demeure du 22/12/2020. En conséquence, une astreinte administrative de 68 € /jour avait été proposée et actée par arrêté préfectoral en date du 11/02/2022. Depuis la notification de l'arrêté de mise en demeure du 22/12/2020, l'exploitant a engagé des travaux visant à atteindre les débits d'extinction mais sans toutefois y parvenir. Les derniers essais réalisés sur site en date du 26/02/2025 ne sont pas concluants, car réalisés depuis la chambre à vannes ou manifold (c'est-à-dire au départ du réseau incendie). Les débits ainsi mesurés ne correspondent donc pas aux débits en sortie des équipements concernés (canons, couronnes et déversoirs). Par ailleurs, ils ont été mesurés équipement par équipement alors que la stratégie de défense contre l'incendie établie par l'exploitant nécessite le fonctionnement simultané :

- de couronnes d'arrosage, de boîtes à mousse, de canons mobiles et de rideaux d'eau pour le scénario de feu de bac retenu comme scénario de référence ;
- de couronnes d'arrosage, de boîtes à mousse, de canons mobiles, de rideaux d'eau et de déversoirs à mousse pour le scénario de feu de rétention retenu comme scénario de référence.

Il apparaît donc qu'à la date du 05 novembre 2025, l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 22/12/2020.

En outre, la stratégie de défense incendie proposée par l'exploitant apparaît incohérente à de nombreux égards et notamment :

- Utilisation de canons à mousse pour éteindre un feu de bac alors que la portée des canons ne permettra pas d'atteindre le toit du bac ;
- Mise en œuvre d'une stratégie de sous-rétention avec établissement de muret en parpaing de 70 cm de hauteur, sans garantie de tenue du muret à la pression statique des fluides retenus et sans garantie de résistance au feu.
- Traversée de rétention d'une conduite du réseau incendie d'importance majeure dans le scénario de feu de ladite rétention.
- Absence de réseau incendie maillé alors que le scénario de référence associé aux feux de rétention appelle un débit supérieur à 240 m³/h.
- Au sein même des rétentions, présence de traversées de murs non jointoyées par des matériaux E 240.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORTANKING
- RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay
- Code AIOT : 0007000799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt d'Annay-sous-Lens est spécialisé dans le stockage d'hydrocarbures (gazole et fuels).

Les activités exercées consistent à :

- la réception des produits pétroliers par camions ou barge ;
- le stockage des hydrocarbures dans 9 des 12 réservoirs aériens du site (capacité de stockage de 50000m³);

- l'additivation des produits en ligne;
- le remplissage des camions-citernes pour la distribution vers les clients.

Le site couvre une superficie d'environ 70 ha. Il est bordé par le canal de la Deûle au nord et, par la nationale 17 au sud. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 04/05/1984, délivré au bénéfice de la société DPCA. La société NORTANKING a repris l'exploitation de l'établissement en mars 2004 (récépissé du 18/03/2004). L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 47xx. Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé par arrêté préfectoral du 05/04/2013 ; il porte sur le territoire des communes de Annay-sous-Lens, Pont-à-Vendin et Estevelles. Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 24/09/2013.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Justification des débits et quantités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Disponibilité des moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	Demande d'action corrective	2 mois
7	Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Réseau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Entretien et contrôles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Formation	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Mise en demeure du 22/12/2020	AP de Mise en Demeure du 22/12/2020, article 1	Suspension	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	Sans objet
6	Réserves d'eau et d'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a proposé une Stratégie de Défense Incendie détaillée dans le Plan d'Opération Interne (POI) (Edition 31 de juin 2025 et Edition 32 de décembre 2025) de l'établissement et au travers d'un document dénommé Stratégie de Défense Incendie (Version 3 du 30 juin 2025).

Sur le plan documentaire, l'Inspection constate de nombreuses incohérences entre le POI, la Stratégie de Défense Incendie et la dernière version de l'étude de dangers de l'établissement. La Stratégie de Défense Incendie du site apparaît approximative (absence de localisation précise des moyens mobiles, incohérence quant au refroidissement des bacs susceptibles d'être impactés par les effets thermiques d'un incendie), voire impossible à mettre en œuvre (utilisation d'un canon à mousse dont la portée ne permettra pas d'atteindre le toit du réservoir en cas de feu des bacs T01 et T11).

L'Inspection des installations classées relève également :

- l'absence de maillage du réseau incendie de l'établissement ;
- la présence de trous non rebouchés au passage d'une tuyauterie au travers des murs de certaines rétentions ;
- l'établissement de cette même tuyauterie qui alimente les déversoirs à mousse au sein même des rétentions que ces déversoirs sont censés défendre.

Par ailleurs, l'Inspection constate que les mesures de débits réalisées au 26/02/2025 ont été effectuées :

- au niveau du manifold (chambres à vannes), c'est-à-dire au départ du réseau incendie et non au niveau des équipements assurant la défense incendie ;
- par catégorie d'équipement et non pas en fonctionnement simultané comme la Stratégie de Défense Incendie proposée par l'exploitant l'impose.

L'Inspection considère que l'exploitant n'a pas justifié de l'atteinte des débits nécessaires à l'extinction des scénarios de référence tel que prévu à l'article 43 de l'arrêté du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

En conséquence, l'Inspection relève à nouveau le non-respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20/12/2020 et propose d'imposer, à l'exploitant :

- la suspension de l'installation de déchargement des barges afin d'éviter le ravitaillement des bacs ;
- la suspension des activités de l'établissement à compter du 30 juin 2026.

Ainsi, le transfert des produits stockés dans les bacs ne pouvant être assuré par barge, l'exploitant est autorisé à poursuivre ses activités à l'exclusion de tout approvisionnement du dépôt. Par ailleurs, si les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20/12/2020 ne sont toujours pas respectées au 30 juin 2026, l'exploitant procédera à la mise en sécurité des tuyauteries et des bacs de stockages (vidange et dégazage).

Outre cette sanction administrative, l'Inspection des installations classées dresse procès-verbal relevant un délit (non-respect d'un arrêté de mise en demeure).

En termes de suites proposées aux constats dressés lors de la présente visite, une nouvelle mise en demeure est proposée, portant sur :

- la mise en place sous 6 mois d'un réseau d'incendie maillé ;
- la démonstration sous 2 mois de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la Stratégie de Défense Incendie définie par l'exploitant.

A noter que ces suites ne dédouanent en rien l'exploitant d'apporter les justificatifs et de conduire les actions correctives attendues au vu des constats du présent rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

Par transmission électronique en date du 01/10/2025, l'exploitant a transmis la Stratégie de Défense Incendie (SDI) du dépôt d'Annav-sous-Lens. Actualisé au 30/06/2025, le document présente notamment les calculs des besoins en solution moussante pour l'extinction des feux de bacs et de cuvettes. En outre, le document a vocation à apporter les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Vu l'absence de stockage de liquides inflammables en récipients mobiles, les scénarios de référence retenus par l'exploitant dans sa stratégie de défense contre l'incendie sont :

- le feu du bac T11 (initialement dédié au stockage Gazole) ;
- le feu de la sous-cuvette C (cuvette accueillant le bac T11).

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence en moins de trois heures après le début de l'incendie. Les procédures organisationnelles associées à la Stratégie de Défense Incendie sont intégrées au POI de l'établissement. Les scénarios étudiés sont les suivants :

- Feu de sous-cuvette C (Bacs T01 et T11) ;
- Feu de sous-cuvette D (Bacs T21, T22 et T23) ;
- Feu de bacs (T01, T11, T21, T22, T23, T24, T31, T32 et T33).

Concernant les rétentions, les cuvettes C et D ont été fractionnées en sous-cuvettes par la construction de deux murets d'une hauteur de 70 cm. De fait, l'exploitant a opté pour une stratégie de sous-rétentions, laquelle nécessite a minima que les murets résistent à la pression statique engendrée par les produits susceptibles d'y être contenus, tel que définit en premier alinéa de l'article 22-2-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010. De plus, l'article 22-5 de l'arrêté prévoit que la stabilité au feu de ces murs et merlons doit être compatible avec la stratégie de lutte contre l'incendie prévue par l'exploitant. L'exploitant apportera les éléments nécessaires à l'appréciation de la résistance des murets à la pression statique des fluides susceptibles d'être retenus et de leur stabilité au feu.

L'inspection a par ailleurs constaté, lors de la visite de terrain, que le muret de parpaing entre les bacs T01 et T11 était traversé par la tuyauterie d'alimentation des déversoirs à mousses, sans que la traversée du mur n'ait été jointoyée par des matériaux E 240. Cette même tuyauterie passe également au travers du mur séparant les cuvettes C et D sans que la traversée n'ait été

rebouchée. En outre, l'Inspection émet de sérieuses réserves quant à la présence de cette tuyauterie au sein même des rétentions qu'elle est censée défendre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>Demande n°1 : L'Inspection demande à l'exploitant de justifier clairement la stratégie de sous-rétention retenue pour les cuvettes C et D. Il devra notamment apporter la preuve de la résistance à la pression statique et la tenue au feu des murets en parpaing de 70 cm de hauteur. Les traversées de murs par des tuyauteries doivent être jointoyées par des matériaux E 240. Le positionnement au sein des rétentions d'une tuyauterie ayant un rôle majeur dans la défense des scénarios de feux de rétention pose problème. Cette tuyauterie qui alimente les déversoirs à mousse doit être déplacée.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, recours SDIS
Prescription contrôlée : <p>Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ; - est approuvé par arrêté préfectoral ; - est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ; - implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.
Constats : <p>Initialement, l'exploitant avait opté pour une Stratégie de Défense Incendie avec recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). A deux reprises (courriers en date des 28/08/2019 et 29/05/2020), le SDIS avait proposé un avis favorable à cette demande de non autonomie. Toutefois, par courrier adressé en Préfecture du Pas-de-Calais en date du 23/09/2020, l'exploitant est revenu sur sa décision et a manifesté sa volonté d'opter pour une Stratégie de Défense Incendie sans recours au SDIS. Le site est donc autonome au titre de la défense contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justification des débits et quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Justification des débits et quantités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La détermination des moyens en eau et en émulseur nécessaires à l'extincteur des scénarios de feu de rétention sont établis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les moyens fixes à partir d'un taux d'application de 2,5 l/min/m² ; - pour les moyens mobiles à partir d'un taux d'application de 3,2 l/min/m². <p>Ces taux correspondent à des taux d'application réduits, déterminés pour les émulseurs particulièrement performants, sur la base de la méthodologie présentée en partie B de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Toutefois, à aucun moment l'exploitant n'apporte la preuve que l'émulseur employé est un émulseur particulièrement performant.</p> <p>La stratégie de défense exige l'utilisation simultanée de moyens fixes et de moyens mobiles. Aussi, conformément à la méthodologie détaillée au B de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, les calculs sont faits au prorata de la contribution de chacun des moyens, calculée par rapport au taux nécessaire correspondant. Toutefois, telle que présentée, la stratégie de défense apparaît difficilement compréhensible dans la mesure où elle exprime des besoins d'extinction de 4943 l/min pour le scénario de feu de rétention. Ce résultat étant obtenu en multipliant la surface de la rétention (1977 m²) par le taux d'application retenu pour les moyens fixes (2,5 l/min/m²), il apparaît minoré car il ne prend pas en compte la contribution des moyens mobiles. Ce point a été partiellement levé avec la transmission le 06 janvier 2026 de l'édition 32 du POI (révision de décembre 2025). Dans cette nouvelle version, l'exploitant réévalue le débit d'extinction (besoin opérationnel) à 5747 l/min (cf fiche 43b). Malgré cela, la détermination de la quantité d'émulseur nécessaire à l'extinction (2966 litres) demeure calculée à partir de la seule contribution des moyens fixes (cf fiche 43a). Le calcul est le suivant : Surface en feu x Taux d'application x Temps x Pourcentage de l'émulseur dans la mousse : $1977 \times 2,5 \times 20 \times 0,03 = 2966$ litres.</p> <p>Il en est de même pour le scénario de feu du bac T11 retenu comme scénario de référence (fiche 49 du POI Edition 32). La quantité d'émulseur est essentiellement évaluée en retenant un taux d'application de 4 l/min/m² correspondant à une application douce réalisée à partir de déversoir ou de boîte à mousse. Or, la défense de ce bac nécessite la mise en œuvre de boîte à mousse pour laquelle le taux d'application réglementaire est bien de 4l/min/m² et d'un canon à mousse</p>

<p>pour lequel le taux d'application réglementaire est, selon les cas, de 7 ou 15 l/min/m². Le taux d'application retenu pour le dimensionnement des moyens d'extinction n'est donc pas calculé au prorata de la contribution de chacun des moyens calculée par rapport au taux nécessaire correspondant. De fait, la quantité de mousse, estimée à 75 m³ pour l'extinction du bac en 20 minutes, ne tient pas compte du fonctionnement du canon, mais seulement des moyens fixes (940 x 4 x 20 / 1000 = 75,2 m³).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><i>Demande n°2 : L'exploitant doit apporter la preuve que l'émulseur utilisé est bien reconnu comme particulièrement performant. En outre, il doit réviser sa Stratégie de Défense Incendie de façon à ce que les besoins en solution moussante, en eau et en émulseur soient cohérents avec l'ensemble des moyens déployés.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Disponibilité des moyens d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p> <p>Si un arrêté préfectoral, applicable au site à la date d'entrée en vigueur des présentes dispositions, prévoit des quantités supérieures, l'exploitant s'assure du respect de ces quantités dans le temps, sauf si une modification est justifiée par un changement lié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la nature ou aux quantités de liquides inflammables stockés ; - à la façon dont les liquides inflammables sont stockés (taille des réservoirs ou des rétentions) ; - à la qualité des émulseurs employés ; - au type de moyens d'extinction employés. <p>L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ; - la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ; - la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ; - la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.
<p>Constats :</p> <p>Après étude des documents transmis par l'exploitant, il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les taux d'application sont déterminés à partir de l'annexe V de l'arrêté ministériel du

<p>03/10/2010.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la durée de l'extinction respecte la valeur donnée en annexe V de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. - la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction apparaît dans l'édition 32 du POI (décembre 2025) transmise le 06 janvier 2026 (elle n'était pas présente dans l'édition 31 consultée lors de l'inspection du 05 novembre 2025). L'Inspection note toutefois que l'exploitant commence à comptabiliser les délais à compter de la détection de l'incendie. En toute rigueur, l'évènement initial étant le départ de l'incendie, l'exploitant doit notamment évaluer et prendre en compte la durée nécessaire à la détection du sinistre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><i>Demande n°3 : L'Inspection demande à l'exploitant de réviser la chronologie des opérations d'extinction en prenant comme point de départ le début de l'incendie et en tenant compte de la durée nécessaire à la détection du sinistre. La chronologie des opérations d'extinction doit notamment intégrer le délai entre le départ de l'incendie et sa détection.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p>Chaque scénario de feu de réservoir intègre le refroidissement du réservoir en feu, avec un taux d'application de 15 l/min/m de circonférence. Le scénario de feu du bac 11 (scénario de référence) prend en compte le refroidissement des 8 bacs voisins avec ce même taux d'application.</p>

Le scénario : « Feu de sous cuvette C T11 » (scénario de référence) intègre le refroidissement des réservoirs T21, T22 et T23 présents en cuvette D avec un taux d'application de 15 l/min/mètre de circonférence. Néanmoins, l'Inspection se demande pourquoi les bacs T01, T31, T32 et T33 ne sont pas refroidis comme prévu dans l'étude de dangers (Version 4 n°GAF3998 de 2017 - p138/140). A noter que ces réservoirs sont impactés par les effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² (seuil des effets dominos) générés par le feu de la sous-cuvette C (Bac T11).

Par ailleurs, les informations délivrées au sein des différents documents présentées (POI de Juin 2025 et Stratégie de Défense Incendie en date du 30 juin 2025) diffèrent :

- Pour le scénario de feu du bac T11, le besoin de refroidissement des bacs voisins ne sont pas les mêmes : le document présentant la SDI (page 33 - SDI du 30 Juin 2025) prend en compte le refroidissement des 8 autres bacs alors que le POI (Fiche 49 - POI Edition 31 de juin 2025 & Edition 32 de décembre 2025) ne prévoit le refroidissement que de 3 ou 4 bacs.

- Pour le feu de la sous-cuvette du bac T11, les débits annoncés dans le POI (Edition 31 de juin 2025 et Edition 32 de décembre 2025) et dans la Stratégie de Défense Incendie révisée au 30 juin 2025 diffèrent également pour presque l'intégralité des moyens déployés.

A noter également que les cartographies des effets thermiques associés à l'incendie des bacs T11 et T32 diffèrent entre les POI de 2025 (Edition 31 & 32) et juin 2019 (Edition 26). Dans les versions du POI de 2025, les cartographies présentées font apparaître des effets thermiques moins étendus. Pour rappel, la dernière version de l'étude de dangers datant de février 2017, il n'y a donc rien qui justifie cette différence de cartographie des effets thermiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en cohérence les différents documents produits (EDD, POI, Stratégie de Défense Incendie) et de justifier les éventuelles divergences observées avec les précédentes versions des documents produits. L'exploitant définira clairement quels documents font foi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Réserves d'eau et d'émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau et d'émulseur

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur

en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :

- pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;
- ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.

Constats :

Le dernier alinéa relatif aux pomperies, réserves d'émulseurs et points de raccordement, n'est pas applicable au dépôt de produits pétroliers d'Annay-sous-Lens (cf B - Annexe 7.B de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010).

Concernant les autres alinéas, l'eau incendie est pompée directement dans le canal de la Deûle.

Le site est équipé de deux pompes de 300 m³/h et d'une pompe de 600 m³/h (une quatrième pompe de 300 m³/h est également présente mais hors service d'après le POI). La quantité d'émulseurs disponibles sur site est de 17 m³. Elle est stockée dans :

- une cuve de 13 m³ au voisinage de la clarinette d'injection eau/mousse ;
- une cuve de 2 m³ présente aux postes de chargement ;
- deux conteneurs mobiles de 1000 l au niveau du quai de déchargement barge.

Au vu des enjeux à défendre, le site semble disposer d'eau et d'émulseur en quantités suffisantes. L'exploitant doit toutefois exprimer clairement les besoins en émulseurs associés aux différents scénarios retenus (cf point de contrôle n°3).

Le positionnement des réserves d'émulseur n'apparaît pas problématique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3

Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Prescription contrôlée :

La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent

arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}.s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;
- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

Constats :

La Stratégie de Défense Incendie présentée fait appel à des moyens fixes et à des moyens mobiles. L'adéquation aux moyens humains associés n'est cependant pas démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre, eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux car la chronologie des opérations d'extinction ne prend pas en compte le délai entre le départ et la détection de l'incendie;
- l'exposition aux flux thermiques du personnel amené à intervenir car la stratégie de défense ne précise pas la localisation des moyens mobiles à mettre en place;

- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés, ce point n'étant pas abordé dans la Stratégie de Défense.

En ce qui concerne la portée des moyens d'extinction, l'Inspection émet des réserves quant à l'utilisation d'un canon mobile pour attaquer un feu de bac (cas des scénarios de feu des bacs T01 et T11). Lors de la phase de travail en salle, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place un canon mobile afin de s'assurer de son efficacité en cas de feu sur le bac T11. Le test n'a pas été réalisé, l'exploitant ayant lui-même reconnu que le canon n'atteindrait pas le toit du bac.

En outre, dans le cas du feu de rétention retenu comme scénario de référence, au vu des flux thermiques présentés sur la fiches 42a du POI (Edition 32 de décembre 2025), l'Inspection émet des réserves quant à la possibilité de déployer un canon à mousse et ce, malgré la mise en place d'un rideau d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : L'Inspection demande à l'exploitant de revoir les scénarios de feu des bacs T01 et T11, pour lesquels l'utilisation d'un canon mobile semble inadaptée. En outre, l'exploitant doit démontrer l'absence d'exposition à des flux thermiques trop intenses des personnels amenés à intervenir en cas d'incendie. A cette fin, la Stratégie de Défense Incendie doit mentionner la localisation exacte des moyens mobiles à déployer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, raccords
Prescription contrôlée : <p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p>
Constats : <p>Dans le cas du scénario de référence : Feu de sous-cuvette C (bac T11), l'exploitant détermine un débit d'extinction (sous-évalué) de 4943 l/min soit 297 m³/h. Ce débit étant supérieur à 240 m³/h, le réseau d'incendie doit être maillé. Or, d'après les plans fournis, le réseau d'incendie n'est pas maillé. Une défaillance sur la tuyauterie en DN 250 reliant les pompes et la cuve de 13 m³ d'émulseur priverait de mousse la défense incendie.</p> <p>A noter également que le plan du réseau incendie, présenté en page 24 du document portant la Stratégie de Défense Incendie (Version 3 du 30 juin 2025), n'est pas identique au plan présenté sur la fiche 68 du P.O.I. de juin 2025. Par ailleurs, aucun de ces plans n'est correct dans la mesure où ils ne font pas apparaître la tuyauterie d'alimentation des déversoirs à mousse qui traverse les rétentions (cf point de contrôle n°1).</p> <p>D'après les documents transmis par l'exploitant, un piquage a été réalisé en 2012 pour permettre le raccordement des moyens déployés par le SDIS. Ce piquage n'apparaît sur aucun des plans susmentionnés.</p> <p>Les installations relèvent du I. 1 de l'article 1er de l'arrêté du 03/10/2010 et ont été régulièrement mises en service avant le 16 mai 2011. En conséquence, la prescription relative au groupe de pompage n'est pas applicable à l'établissement au titre du B de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : *Le débit d'extinction retenu pour le feu de rétention du bac T01 étant supérieur à 240 m³/h, l'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un réseau incendie maillé. Par ailleurs, l'Inspection demande à l'exploitant d'actualiser le plan du réseau incendie et rappelle que les documents présentés doivent être cohérents.*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

22-2-1. Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

22-2-2. Les merlons de soutien, lorsqu'il y en a, sont conçus pour résister à un feu de quatre heures. Les murs, lorsqu'il y en a, sont RE 240 et les traversées de murs par des tuyauteries sont jointoyées par des matériaux E 240.

Constats :

En ce qui concerne la défense des feux de rétentions, l'exploitant a opté pour une stratégie de sous-rétentions. Les cuvettes C et D ont chacune été fractionnées en deux sous-cuvettes plus petites par l'établissement de murets en parpaing béton de 70 cm de hauteur. L'exploitant devra démontrer que ces murets :

- sont capables de résister à la pression statique des produits éventuellement répandus ;
- présentent des caractéristiques RE 240.

Lors de l'inspection des rétentions, il a été constaté la présence de traversées de murs par des tuyauteries non jointoyées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°7 : *L'exploitant devra démontrer que les murets séparatifs des rétentions :*
- sont capables de résister à la pression statique des produits éventuellement répandus ;
- présentent des caractéristiques RE 240.

<i>Au sein des rétentions, les traversées de murs par des tuyauteries doivent être jointoyées par des matériaux E 240.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entretien et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le récapitulatif des fiches de maintenance préventive. Le document mentionne les fréquences de contrôle suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mensuelle pour le local DCI ; - 2 mois pour les bornes incendie, le manifold, les couronnes et les queues de paon ; - 6 mois pour les chambres à mousse, les déversoirs et les installations des postes de chargement ; - annuelle les moyens mobiles. <p>Lors de l'inspection, les registres de contrôle ont été visés par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le registre de contrôle du local DCI semble indiquer que la fréquence mensuelle n'est plus respectée depuis mars 2025 (les dernières interventions datent des 27/12/24, 15/01/25, 20/02/25 et 24/03/25). Pour la dernière intervention (25/03/25), le registre mentionne : " plus d'essais à ce jour par mesure de sécurité (plusieurs fuites diesel 4 et fumée échappement importante sur diesel 3 - En attente intervention. Jaugeage GOO OK - Niveau d'eau OK - Nettoyage fosse aspiration canal".) - La fiche 70/83 dédiée aux vannes du manifold mentionne une fréquence annuelle et non bimestrielle (derniers contrôles les 10/02/2024 et 10/02/2025). Elle n'est pas visée par la direction. - D'après la fiche 25-1/83, la date mentionnée pour les prochains essais des couronnes est échue (12/04/2025). La fiche est par ailleurs incomplète : <ul style="list-style-type: none"> - La date de la dernière inspection n'est pas renseignée; - la dernière colonne ("Inspect. effectuée - Date) n'est pas renseignée; - La fiche n'est pas visée par la direction. <p>En date du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires suivants :</p>

- Fiche 19/83 relative au contrôle de bornes incendie mentionnant des essais aux 19/08/25 et 18/10/25 ;
- Fiche 20/83 relative au contrôle des chambres à mousse mentionnant des essais aux 12/03/25 et 06/09/25 ;
- Fiche 21/83 relative au contrôle des déversoirs mentionnant des essais aux 12/03/25 et 06/09/25 ;
- Fiche 22/83 relative au contrôle du local DCI mentionnant des essais aux 15/10/25 et 21/11/25 ;
- Fiche 23/83 relative au manifold mentionnant des essais aux 13/08/25 et 13/10/25 ;
- Fiche 24/83 relative aux moyens mobiles mentionnant des essais aux 11/07/24 et 18/07/25 ;
- Fiche 25/83 relative aux rampes du poste de chargement mentionnant des essais aux 12/03/25 et 12/09/25 ;
- Fiche 25-1/83 relative aux couronnes d'arrosage mentionnant des essais aux 20/08/25 et 14/10/25 ;
- Fiche 25-2/83 relative aux queues de paon mentionnant des essais aux 20/08/25 et 14/10/25 ;

D'après ces fiches, transmises post-inspection, les fréquences des tests et essais mises en place par l'exploitant semblent respectées. A noter toutefois que le registre associé à la fiche 22/83 (local DCI) ne reporte aucune information quant aux défaillances observées sur les groupes diesel 3 et 4 comme mentionné à l'issue du contrôle du 25/03/25.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°8 : L'Inspection demande à l'exploitant d'assurer davantage de clarté en ce qui concerne l'entretien et le contrôle des moyens prévus au point 43-3 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. L'Inspection demande à l'exploitant de justifier les actions ayant permis de lever les défaillances constatées sur les groupes diesel 3 et 4 lors du contrôle en date du 25/03/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Prescription contrôlée :

Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'effectif du dépôt est de 3 opérateurs et d'un directeur de site. Les opérateurs sont en poste depuis environ 21, 15 et 3 ans. Le directeur de site a pris ses fonctions en 2024. Auparavant, ce dernier était responsable de maintenance au sein d'une société spécialisée dans la construction et la maintenance de stations services.

En séance, le gérant et le directeur de site sont restés assez vagues quant à la formation des opérateurs. Par transmission électronique en date du 28/11/25, le directeur de site a transmis :

- des attestations du GESIP pour M. Bruno BUGASNY et M. Christopher VANDEPUTTE pour des formations suivies en 2001 et 2008;
- le diplôme d'Agent des Services de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes (SSIAP 1) obtenu en 2007 par M. Jean-Philippe PONTHEU;
- des attestations de formation pour M. François CHANTRIEUX, lequel ne fait plus partie des effectifs.

L'exploitant confirmera quels personnels font encore partie des effectifs.

Concernant les exercices, le directeur de site évoque la réalisation de 3 exercices d'entraînement en 2025 ainsi que la planification d'un exercice P.O.I. pour le premier trimestre 2026. Les compte-rendus des derniers exercices ont été demandés. L'exploitant a transmis des compte-rendus pour des exercices réalisés les 20/05/2025 et 09/07/2025. Ces compte-rendus relatent essentiellement de test sur l'ensemble des poteaux incendie du site. Les personnels engagés lors de ces exercices sont : Le directeur de site (M. François PINTIAU), un opérateur (M. Christopher VANDEPUTTE) et 3 personnels du SDIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°9 : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un mois la liste actualisée des personnels de l'établissement et de justifier de la formation de l'ensemble des personnels amenés, en cas d'incendie, à conduire les opérations d'extinction (y compris pour le directeur de site). L'exploitant transmettra également les comptes-rendus des exercices P.O.I. réalisés en 2024 et 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Mise en demeure du 22/12/2020

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2020, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Atteinte des débits d'extinction

Prescription contrôlée :

La société NORTANKING, exploitant un dépôt d'hydrocarbures, dont le siège social est situé Route Nationale 17 - Lieu-dit "Le Bois des Mottes" - 62880 Annay-sous-Lens, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 43-1, 43-2-3 et 43-3-2 de l'arrêté du 03 octobre 2010 susvisé, ainsi que les dispositions des articles 4.6.2.3 et 4.9.7 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 28 février 2018 en :

- mettant à jour son P.O.I. de façon cohérente et conforme au contenu d'un plan de défense contre l'incendie, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- justifiant de l'atteinte des débits nécessaires à l'extinction des scénarios de référence tel que prévu à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
- prévoyant les dispositions permettant au personnel de mettre en œuvre les moyens matériels mobiles, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Au vu de ce qui précède, l'Inspection considère que :

- le P.O.I n'est pas mis à jour de façon cohérente et conforme au contenu d'un plan de défense contre l'incendie ;
- les débits d'extinction ne sont pas atteints car les débits, relevés en dernier lieu au 26/02/2025, ont été mesurés depuis le manifold, c'est-à-dire en tête du réseau incendie et non pas au niveau des équipements assurant la défense incendie (déversoirs, canons, couronnes). Par ailleurs, les débits n'ont pas été mesurés en fonctionnement simultané alors que la Stratégie de Défense Incendie établie par l'exploitant nécessite le fonctionnement simultané :
 - de couronnes d'arrosage, de boîtes à mousse, de canons mobiles et de rideaux d'eau pour les scénarios de feu de bac et notamment celui retenu comme scénario de référence ;
 - de couronnes d'arrosage, de boîtes à mousse, de canons mobiles, de rideaux d'eau et de déversoirs à mousse pour les scénarios de feu de rétention et notamment celui retenu comme scénario de référence.

En cas de fonctionnement simultané de l'ensemble des moyens de défense incendie, on peut s'attendre à une baisse significative des débits.

Par ailleurs, aucune disposition ne permet de garantir l'absence d'exposition du personnel en charge de la mise en œuvre des moyens matériels mobiles (notamment des canons à mousse) à des flux thermiques intenses.

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20/12/2020 ne sont donc toujours pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des nombreuses non-conformités relevées et considérant que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20/12/2020 ne sont toujours pas respectées, l'Inspection propose une suspension d'activité jusqu'à ce que les dispositions de la mise à demeure soient respectées.

Considérant que le contenu des bacs ne peut être évacué par barge, l'Inspection demande à l'exploitant, à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de suspension, de cesser tout ravitaillement des bacs de stockage. A compter du 30/06/2026, les bacs devront être vidés et gazés et les tuyauteries purgées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension